

Les révolutions en Tunisie et en Egypte : un espoir pour le peuple palestinien

De la Cisjordanie à la bande de Gaza, le peuple palestinien fête la première victoire du peuple égyptien après celle du peuple tunisien.

Dans tout le monde arabe, la jeunesse se mobilise pour un autre partage des richesses, pour une démocratie véritable, contre la corruption, la dictature et la mafia. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est inaliénable.

Mais le gouvernement Netanyahu et à Paris le CRIF n'ont qu'un souci : ces révolutions ne vont-elles pas menacer "notre droit imprescriptible" à coloniser toute la Palestine, à y construire des Murs et à y développer un régime d'apartheid ?

Nous disons aux Juifs d'Israël : c'est le moment !

C'est le moment de renverser la vapeur, de reconnaître la Naqba de 63 ans imposée au peuple palestinien. L'ennemi est en réalité dans votre propre pays un gouvernement, des partis et un état-major qui considèrent le peuple palestinien et les peuples arabes comme des ennemis irréconciliables.

Nous disons aux Juifs de France et du monde entier : c'est le moment ! Ne vous laissez pas enfermer dans le piège de l'identification inconsidérée aux gouvernements israéliens et à la politique de dépossession et de déni des droits !

C'est le moment ! Le souvenir des catastrophes endurées ne doit plus être avancé comme excuse absolutoire pour d'autres crimes. Au contraire, ne freinons pas notre joie de voir des dictatures abattues.

Nous disons aux peuples tunisien et égyptien. Merci ! Nous disons aux Palestiniens : les révolutions arabes peuvent changer la donne au Proche-Orient. Vos droits sont imprescriptibles, votre cause est juste et nous sommes à vos côtés pour que cesse l'occupation.

Une paix juste et durable en Palestine sur la base du refus du colonialisme et de l'égalité des droits peut venir du printemps des peuples.

Le bureau national de l'UJFP, le 13 février 2011

SOMMAIRE

p.1 Un espoir pour le peuple palestinien

p.2 - Solidarité avec les peuples en lutte
- Des magistrats contre la pénalisation du boycott

p.3 à 5

Dossier : Le KKL

p. 3-4 : Des arbres pour déposséder les Bédouins

p.5 Comment agir ?

p.6 Propagande du KKL à l'Espace Julien

p.7 Faire du beurre avec des fraises

p.8 - Ameer Makhoul condamné
- Un bateau pour Gaza

expression

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE POUR LEUR LIBERTÉ ET POUR LEURS DROITS: TUNISIE, EGYPTÉ, PALESTINE...

La voix des peuples tunisien et égyptien se fait entendre, et ce qu'elle dit est universel :

A bas la dictature, et son cortège de répressions violentes! Les citoyens veulent récupérer les droits inaliénables dont ils ont été privés.

Comment ne pas se sentir intimement concerné et bouleversé par la force de ces peuples et leur exigence de liberté. Leurs voix disent au monde qu'il est temps que les formes de domination, de colonisation, de maintien dans l'ombre soient remplacées par la voix des peuples qui se libèrent de ces oppressions.

Les gouvernements européens et des Etats-Unis qui ont soutenu ces dictatures parce qu'elles nous "protégeaient des dangers d'un Islamisme terroriste", se retrouvent un peu penaudés, devant les aspirations qu'expriment les peuples lorsqu'ils parviennent avec le courage que l'on sait à prendre la parole.

En Israël voisin de l'Egypte, les commentateurs s'inquiètent : Israël n'a plus d'amis dans la région, titrait il y a quelques jours l'éditorial de Haaretz. Les télévisions israéliennes regrettent les sympathies qui se manifestent en Europe pour ces mouvements de libération et soulignent que la seule chose qui intéresse l'Europe depuis la fin de la 2e guerre mondiale soit les droits de l'homme.

Israël n'avait en fait que deux amis dans la région : Ben-Ali et Moubarak. Or c'est à présent à près de 100 millions d'individus qu'il va devoir répondre en effet, de sa violence et de la dépossession des Palestiniens. Pourtant si les peuples pouvaient s'écouter et s'entendre, quel espoir s'ouvrirait pour demain !

La rue israélienne a tiré une amère leçon des divulgations d'Al Jazeera sur les négociations avec l'Autorité Palestinienne (quoique l'on puisse penser des contenus de ces négociations par ailleurs) : « On nous a menti, on nous a fait croire qu'il n'y avait pas de partenaires en face de nous, et c'est faux, regardez toutes les concessions qu'ils étaient prêts à faire, Barak a menti. On peut discuter et on peut s'entendre... ».

Tiens ! C'est la première fois depuis longtemps que l'hermétique soutien populaire au gouvernement est entamé. Il faut que la fissure s'élargisse, et devienne faille profonde entre le peuple israélien et son gouvernement, pour qu'il puisse se tourner vers l'Egypte, la Tunisie, la Palestine et reconnaître ses voisins pour ce qu'ils sont des frères épris de justice et de liberté.

L'Union juive française pour la paix participera à toutes les manifestations de solidarité avec les peuples tunisien et égyptien en lutte, et en particulier à Paris et dans les villes où elles auront lieu le samedi 5 février.

Le Bureau national de l'UJFP

01/02/11

Hessel interdit par le Crif : des magistrats contre la pénalisation du "boycott" et de la critique d'Israël

Par Benoist Hurel et Patrick Henriot Secrétaires nationaux du Syndicat de la magistrature

L'annulation, à la demande du Crif, d'une conférence-débat qui devait se tenir à l'Ecole normale supérieure sur la question du boycott crée une indignation légitime. (...)

L'enjeu, qui n'est rien moins que la liberté d'expression, dépasse de très loin le problème israélo-palestinien : des actions de boycott contre des Etats ont déjà été conduites dans le passé à l'égard de l'Afrique du Sud, de la Chine ou de l'Inde. Prisonniers de leur logique, ceux qui, aujourd'hui, traînent les militants propalestiniens devant les tribunaux sont-ils bien certains de vouloir contribuer à l'interdiction, en tous temps et en tous lieux, d'actions qui, un jour, pourraient éclore au service de l'émancipation des peuples et des idéaux démocratiques qu'ils défendent ?

Le boycott ne vise rien d'autre qu'à donner forme, dans une action pacifique individuelle, à une opposition politique élaborée collectivement.

La pénalisation du boycott s'inscrit dans un contexte d'intimidations envers toutes les formes d'action militante individuelles et collectives : les poursuites contre l'auteur du fameux «Sarkozy je te vois», l'explosion des procédures pour outrage et pour refus de prélèvement ADN, les arrestations aléatoires de manifestants, l'invention de la «*mouvance anarcho-autonome*» présumée «*terroriste*», les procédures contre des ouvriers victimes de plans sociaux, contre des bénévoles qui viennent en aide aux sans-papiers, contre les sans-logis.

Tel pouvait donc être le sens d'une intervention d'un représentant du Syndicat de la magistrature à un débat dont le principe même serait pourtant insupportable à certains. En dénonçant la mobilisation d'un arsenal répressif antiboycott, il s'agissait de revendiquer une libre voix pour une contestation politique qu'il n'y a, en l'occurrence, aucune raison de pénaliser, quoi que l'on pense par ailleurs de ce boycott en particulier. Bref, pas de quoi se faire traiter d'«ennemi d'Israël».

21/01/2011

texte intégral sur http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10023

dossier

le KKL (Fond national juif)

Le KKL (keren kayemeth leIsraël), appelé aussi dans un grand nombre de pays FNJ (Fonds national juif) est une agence jouant un rôle particulier dans la politique expansionniste israélienne. Voici tel qu'il se définit lui-même : « *Fonction: rachat et développement de la terre d'Israël, au nom du peuple juif; promotion de l'éducation sioniste (...)* Le sigle KKL signifie « *Keren Kayemeth LeIsraël* » ou « *fonds pour l'existence d'Israël* ». Fondé en 1901 par Theodor Herzl lors du Ve Congrès sioniste, le KKL est le bras exécutif du peuple juif pour la rédemption et le développement de la terre d'Israël. Sa première vocation fut de racheter des terres en Eretz Israël en vue de l'installation de pionniers juifs. » (<http://www.KKL.fr> Page de présentation)

Pourquoi en parler aujourd'hui ? Y a-t-il une urgence particulière à aborder un sujet aussi « pointu » ?

Nous sommes convaincus que oui car la question de la terre devient de plus en plus cruciale pour le peuple palestinien au fur et à mesure qu'elle leur est confisquée. L'organisme dont nous allons traiter est un outil pour finaliser l'expulsion d'une part, la ségrégation de l'autre, et l'éparpillement du territoire partout. De plus, le KKL opère depuis quelques années une offensive idéologique sur la scène internationale en se présentant comme une association environnementale (et en réussissant à être traité comme telle par certaines institutions) sous prétexte qu'il a planté une poignée d'arbres là où les bulldozers israéliens en ont déraciné des milliers !

Du 7 au 9 mai 2010 à Edimbourg s'est tenue une conférence à l'initiative du BNC (Bureau national palestinien pour le BDS), la Scottish Palestine Solidarity Campaign, l'IJAN (Réseau international juif anti-sioniste) et HIC (Habitat International Coalition). Elle s'est fixée comme but la préparation d'une campagne mondiale « **Stop JNF/KKL** » qui coordonne et élargisse les initiatives nationales de protestation contre les initiatives publiques prises par le KKL. Des actions relayées par la campagne BDS France, et auxquelles l'UJFP s'associe, ont lieu régulièrement en France.

■ Des organisations judéo-arabes israéliennes demandent également à tous les citoyens de réagir à travers une lettre dont voici la version française ci-dessous :



Affiche du JNF Canada

Des arbres pour déposséder les Bédouins de leurs terres : **Stop à la campagne du Fonds National Juif (FNJ)¹ dans le Néguev !**

Jusqu'en 1948, il n'existait pratiquement pas de colonies juives dans le Néguev (région désertique du sud d'Israël). Avant la fondation de l'État d'Israël, la population de Bédouins comptait entre 60.000 et 110.000 habitants. Rares furent ceux qui restèrent après la guerre israélo-arabe de 1948 : on en dénombrait environ 11.000 dans le recensement de la population au début des années 1960.

Quelques colonies juives furent construites sur des terres rachetées par le FNJ à des propriétaires bédouins. Des autorités britanniques et ottomanes aux experts fonciers du FNJ, tous s'accordaient à reconnaître le droit des Bédouins à la propriété de la terre, même s'ils étaient conscients que très peu de terres avaient été correctement enregistrées.

Suite aux actes juridiques mis en œuvre dans les premières années d'Israël, les Bédouins perdirent la plupart de leurs terres. À partir des années 1970, les citoyens Bédouins firent des demandes répétées de droit à la propriété, mais la plupart du temps, aucune décision n'a été prise en leur faveur. Précision importante, tous ces désaccords — sources d'un conflit douloureux entre les autorités et les habitants Bédouins indigènes, lié chez ceux-ci à un sentiment amer de discrimination — ne concernent pas plus de 6 à 7% de la région du Néguev que les Bédouins revendiquent comme leur appartenant.

suite page suivante

1 Le Fonds National Juif (FNJ) ou plus précisément, le Keren Kayemeth LeIsrael (KKL) créé en 1901, est un fonds central qui rachète des terres en Palestine afin, en partie, de les reboiser : « Figure emblématique du KKL, l'arbre constitue l'une de ses principales vocations. (...) Chaque année, le KKL produit et plante trois millions d'arbres et arbustes. (...) Ces millions d'arbres ont contribué à adoucir le climat et préserver les sols contre l'érosion, sans compter qu'ils participent chaque jour à l'amélioration de la qualité de vie environnementale des citoyens israéliens » (<http://www.kkl.fr/Environnement/L-arbre-uid507.html>).

dossier

Le village bédouin d'Al-Arakib, situé à quelques kilomètres au nord de Beer Sheba, était fréquenté par de nombreux Bédouins avant la création de l'État d'Israël. En témoigne le cimetière communal situé à côté de Beer Sheba, mais également des documents attestant des droits à la propriété des Bédouins dans les procédures juridiques, dans l'administration des impôts, dans les procès, et enfin, dans des traditions locales. Après la création de l'État d'Israël, les Bédouins reçurent l'ordre de quitter la région avec la promesse qu'ils auraient le droit d'y retourner peu de temps après. Jusqu'à ce jour, aucune permission de ce genre ne leur a été accordée.

Les habitants du village d'Al-Arakib ont adressé des demandes au bureau d'enregistrement des terres gouvernementales pour rentrer en possession de leurs terres. Aucun accord ne fut trouvé. Leurs terres restèrent en friche. Il y a une dizaine d'années, ils retournèrent dans leur village, conscients que s'ils ne cultivaient pas les terres de leurs ancêtres — conformément à ce qui arrive dans tous les cas semblables — ils seraient irrévocablement expropriés. Aujourd'hui, le village — qui fait partie des 45 villages bédouins « non reconnus » du Néguev — compte environ 300 habitants. Ils vivent sans accès à l'eau, sans électricité et sans aucun service social.

Bien que le problème des droits à la propriété ne soit pas encore résolu, l'Administration foncière israélienne a transféré les terres au Fonds National Juif à des fins de reforestation. Le reboisement unilatéral a engendré des dégâts irréparables sur le sol. Sous le prétexte séduisant de faire fleurir le désert, le FNJ est en fait en train de déshériter la population indigène du Néguev, rendant la culture impossible sur la zone qui était cultivée auparavant par les Bédouins. Les Bédouins d'Al-Arakib pratiquent l'agriculture traditionnelle, en s'adaptant aux conditions locales et en les respectant. Tel n'est pas l'objectif du FNJ : le 3 mai 2010, le ministre de l'Agriculture israélien a reconnu publiquement au Parlement que le but des mesures de reforestation par le FNJ était en fait de s'assurer le contrôle du territoire, et que les arbres pourraient être ultérieurement enlevés (comme cela a été fait dans la région pour permettre l'expansion d'une colonie de Juifs appartenant à la classe moyenne à Giv'ot Bar).

Pour briser le moral des résidents bédouins locaux, les autorités de l'État ont vaporisé par voie aérienne des produits chimiques toxiques sur leurs récoltes et leurs maisons. Les pesticides ont provoqué des dommages écologiques et ont affecté la santé des habitants. La Cour Suprême d'Israël a interdit cette pratique en 2003. Depuis lors, on utilise la reforestation et le labourage afin d'empêcher les Bédouins de cultiver leur terre, de faire fleurir leur terre.

Ce conflit a atteint son paroxysme avec les destructions totales et répétées du village d'Al-Arakib depuis le 27 juillet 2010. Pour la sixième fois, le 13 octobre 2010, le village a été complètement démoli. Des centaines d'enfants, de femmes et d'hommes sont restés sans toit sous le soleil brûlant du Néguev, au cours de l'une des périodes les plus chaudes de l'été. Des organisations pour les droits de l'homme ont protesté, de même que la presse et de nombreux intellectuels israéliens ; parmi eux, les écrivains les plus célèbres (pétition dans *Haaretz* du 13. 09. 2010). Pendant ce temps, on a appris que le FNJ américain était gravement impliqué dans des tentatives importantes pour implanter de nouvelles colonies juives dans le Néguev — dont beaucoup, comme celle de Giv'ot Bar, sur des terres revendiquées par les Bédouins, au mépris des droits historiques de ceux-ci.

Les arbres sont un symbole fort, tant pour les Arabes que pour les Juifs ; ils sont un symbole de vie et de prospérité. Certes le Néguev devrait fleurir, mais pour l'intérêt de tous ses habitants, sans discrimination et dépossession. Nous ne pouvons pas imaginer que les donateurs du FNJ savent que les arbres plantés en leur nom sont utilisés pour déshériter la population indigène du Néguev, c'est-à-dire les citoyens Bédouins d'Israël.

Nous vous demandons de protester contre les mesures de reforestation à Al-Arakib et d'obliger le FNJ à cesser de soutenir une campagne qui menace de déposséder les Bédouins, et qui augmente les tensions entre les citoyens arabes et juifs du Néguev.

Neguev Coexistence for Civil Equality and Tarabut/Hit'habrut

23/01/11



Affiche du JNF Canada



Affiche du JNF Canada

Plus de textes, plus d'infos

Sur www.ujfp.org

dossier

■ Comment agir ?

- ✓ **En envoyant des lettres de protestation** au Fonds National Juif de votre pays ou de votre région
Vous trouverez les adresses sur le site
http://www.kkl.org.il/english/top_toolbar/kkl_offices/officesadresses.x ainsi qu'aux Ambassades d'Israël à l'étranger.

- ✓ **En signant les pétitions :**

Amnesty International a lancé une pétition adressée à l'Administration foncière israélienne (<http://www.amnesty.org/en/node/18593> ou <http://www.amnesty.org/en/library/asset/MDE15/027/2010/en/bcac289b-eb07-4f2c-bf94-2f9177d2eaf0/mde150272010en.html>)

L'Alliance Juive pour le Changement (Jewish Alliance for Change) a lancé une autre pétition — dont les juifs américains sont à l'origine — adressée au Premier ministre israélien :

(<http://bedouinjewishjustice.blogspot.com/p/sign-petition-to-prime-minister.html>)

Contacts:

Negev Coexistence Forum for Civil Equality

info@dukium.org

**Tarabut – Hit'habrut – Arab–Jewish
Movement for Social & Political Change**

tarabut@gmail.com

- ✓ **En interpellant** les responsables de lieux ou d'événements qui pourraient abriter des activités du KKL. Voici deux exemples ci-dessous :

- Action et communication contre la présence du KKL au salon « Planète mode d'emploi »

COMMUNIQUE DE LA CAMPAGNE BDS FRANCE

Le KKL ou « fonds national juif » qui se présente comme une organisation « verte » et écologique a pour finalité de collecter des fonds pour l'État d'Israël et pour les colonies installées, en violation du droit international, dans les Territoires occupés.

Samedi 26 septembre des militant-es de la campagne BDS France « Boycott - Désinvestissement - Sanctions » ont donc mené une action citoyenne afin de protester contre la présence de cette organisation au Salon « Planète mode d'emploi ».

A l'intérieur du salon qui se tenait Porte de Versailles, une trentaine de citoyens sont venus interpellier les organisateurs et leur demander de renoncer à l'avenir de recevoir le KKL dans leur enceinte. Une coordinatrice de la campagne BDS France a été reçue par Mr René Sylvestre, président « d'action Planète mode d'emploi » et lui a exposé les raisons de cette mobilisation. La lettre de la campagne BDS concernant le KKL lui a été remise en personne.

Cette organisation, créée au début du siècle dernier et directement impliquée dans une longue série de violations du droit international, a reconnu depuis longtemps que son objectif est de conquérir les terres palestiniennes. Elle se targue, entre autres, de planter des arbres dans le Néguev, après l'expulsion des bédouins palestiniens sédentarisés qui y habitent depuis des milliers d'années. Le crimes de guerres, puisqu'elle les « Galas pour le bien-être du à récolter des fonds pour l'armée accusée de crimes de guerre par Amnesty International.

En coordination avec le comité à Ramallah (Palestine occupée) nationales des autres pays droit et la justice de la campagne actions d'information et complicité active des institutions d'Israël.



KKL encourage également les organise chaque année en France soldat israélien ». Ces galas visent d'occupation israélienne, armée de très nombreuses ONG dont

national BDS palestinien, qui siège et avec les campagnes BDS européens, les militant-e-s pour le française mènent régulièrement des d'interpellation pour faire cesser la et entreprises françaises avec l'État

27 septembre 2009

<http://campagneboycott.blogspot.com>

VIDEO: Action contre la présence de l'organisation KKL au salon « Planète mode d'emploi ». Paris, 26 septembre 2009.

dossier

- Lettre collective au directeur de l'Espace Julien (Marseille) :

Propagande du KKL à l'Espace Julien

Mr Le Directeur de l'Espace Julien
39 Cours Julien
13006 Marseille

Marseille, le 20 janvier 2010

Nous avons appris avec consternation la programmation d'un concert organisé par Keren Kayemeth Leisrael (KKL) dans vos locaux sur le Cours Julien le 29 Janvier prochain.

L'Espace Julien est un lieu innovant, convivial, respectable et respecté, dont on n'imagine pas que les responsables acceptent sciemment d'inviter ou recevoir une structure telle que le KKL (Fonds national juif).

C'est pourquoi nous sommes convaincus que conformément à la stratégie du KKL (et de ceux qui le soutiennent) de masquer sa réelle vocation, vous avez été victime de sa propagande mensongère coutumière car le KKL se présente comme une organisation environnementale qui serait « la première organisation verte d'Israël ».

Dans les faits, ses actions prétendent écologiques ne sont qu'un prétexte pour masquer sa volonté de pratiquer activement depuis sa création en 1901 « *la rédemption de la terre du peuple juif* », la colonisation des terres palestiniennes et l'expropriation des autochtones palestiniens à travers notamment des confiscations de terrains.

Son projet et ses moyens sont ceux de la conquête et de la dépossession arbitraire du peuple palestinien et de son patrimoine. **Les deux-tiers des terres gérées directement par le KKL, et la totalité des terres dites « d'Israël » que le KKL cogère avec l'Etat, sont des terres volées aux Palestiniens expulsés de leur pays en 1948.**

Dans la longue liste des violations flagrantes du droit international dont le KKL est responsable, il faut souligner outre l'appropriation des terres des palestiniens expulsés, le fait que les milliers d'arbres que l'organisation se vante d'avoir plantés l'ont été sur les ruines des villages palestiniens de Galilée et du Néguev dynamités en 1948, et sur les territoires occupés depuis 1967. Ainsi le KKL a planté grâce à des fonds canadiens, le « Canada Park » sur les ruines des villages cisjordanien de Latroun et d'Amwas (Emmaüs pour les Français), rasés par Ariel Sharon en 1967.

Il faut aussi ajouter qu'à aucun moment, malgré ses prétentions environnementales, le KKL n'a dénoncé les arrachages ou destructions de centaines de milliers d'oliviers ou autres arbres cultivés par les paysans palestiniens de Cisjordanie ou de Gaza.

Enfin aujourd'hui, le KKL lève des fonds français pour planter un « **Parc de France** » sur des terres expropriées des villages entourant Jérusalem, entre la colonie de Maale Adoumim et Jérusalem Est. Ainsi ce serait un parc «français» qui permettrait de parachever les contours du « grand Jérusalem » voulu par les colons.

Le KKL réunit aussi des fonds pour financer la « **judaisation du Néguev** » en expulsant et regroupant les Bédouins qui le peuplent dans des villes-réserves, comme il en a récolté pour financer des «aires de repos» pour le bien-être des soldats rentrant de Gaza. Ce processus de colonisation, dans ces divers aspects est considéré comme autant de crimes de guerre par la Quatrième Convention de Genève.

En outre, les terres gérées par le KKL sont gérées selon des critères explicitement racistes .

A travers tous ces motifs, la présence de cette organisation à l'Espace Julien, dont l'activité principale est le spectacle, ne pourrait qu'apparaître indécente et insupportable à tout défenseur des droits de l'Homme informé sur les objectifs et les réalisations véritables du KKL.

Parce que nous aimons, fréquentons et respectons l'Espace Julien, nous ne pouvons imaginer que ce lieu puisse être utilisé à asservir, spolier, déraciner un peuple !

C'est pourquoi, nous vous demandons de refuser d'être complices du vol des terres palestiniennes, des violations des droits humains et du droit international en ne recevant pas le KKL à l'Espace Julien !

Dans l'attente de votre réponse, nous restons à votre entière disposition pour toute information complémentaire

Signataires : UJFP, GP, IJAN, ROUGE VIF, FeN, Palestine 13, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement - Comité Marseille, NPA, Voix pour la Paix et la Justice en Méditerranée (Var)

Actualités du BDS

Faire du beurre avec des fraises

Elles arrivent depuis quelques semaines. En Europe et à Rungis. Elles sont de Gaza. Elles accompagnent des fleurs ! C'est Agrexco qui les livre, ces fraises de la servitude. Chacun a pu lire la fière publicité qui en est faite et chacun aura noté aussi les effets pervers de cette triste annonce dans les rangs de quelques traditionnels soutiens au peuple palestinien en France.

Une sorte de flottement dans la conception du boycott des produits exportés par Agrexco.

Cela est vraisemblablement dû au fait, heureux, qu'un tout petit relâchement des serres du blocus autorise une circulation de quelques marchandises et aussi peut être au respect du à la « prestigieuse » appellation : origine Gaza et aux paysans qui les produisent.

C'est très certainement en toute bonne foi que certains pourraient objecter aux boycotteurs des fraises Gazagrexco que refuser l'entrée sur le marché français et européen à ces fraises serait aller à l'encontre des intérêts des paysans palestiniens de Gaza. Cela les priverait de revenu, condamnerait la récolte, empêcherait la promotion d'un produit de qualité et de notoriété.... Le retour au blocus total en quelque sorte. Paradoxal !

Nous pourrions nous interroger plus tard sur les aspects de « qualité » et de « notoriété », concepts fabriqués par la politique des colonisateurs et des commerciaux à leur solde.

Alors il nous faut rappeler plusieurs éléments qui fondent notre engagement et notre solidarité aux paysans et au peuple palestiniens.

Le premier reste la solidarité avec la population paysanne victime tant de la colonisation que du blocus. Vols de terres, vols de l'eau, vols des savoir faire, destruction systématique des cultures etc... Entraves ou interdiction de commercialisation....

Le second, c'est l'écoute et l'acceptation politique de l'appel au boycott intégral des activités commerciales des firmes agro alimentaires israéliennes émis par la société palestinienne. Quels que soient les produits commercialisés.

Au-delà de ces deux principes il faut rappeler ce sur quoi reposent les politiques coloniales :

- occupation militaire du territoire, expulsions des paysans (usagers ou propriétaires) des terres qu'ils travaillent, accaparement des ressources en eau, « embauche » des paysans expulsés comme « travailleurs » précaires ; mise en place d'un système commercial sous les fourches caudines duquel doivent passer toutes les productions et les organisations de producteurs quand il y en a ; politiques systématiques d'exportation des productions « contractualisées » accompagnées d'un intense lobbying auprès des administrations et institutions internationales ayant à charge l'observation, l'administration et le contrôle des échanges commerciaux et de leur légalité.

Cette mécanique de spoliation et d'exploitation des ressources et des hommes fonctionne ici comme elle fonctionne ailleurs en Afrique, en Europe de l'Est ou en Amérique du Sud.(...)

Il nous faut crier partout que ces fraises :

- viennent d'un territoire, Gaza effectivement, mais n'ont rien de Gazouis...
- sont produites sous la contrainte des exportateurs dont Agrexco est le principal, qui musellent économiquement Gaza.
- que les paysans n'ont pas d'autres choix dans la situation actuelle du blocus et du besoin de survie
- qu'il faut casser ce blocus et que briser l'activité de la firme Agrexco est un des éléments central de cette bagarre contre le blocus.

Il nous faut aussi crier partout :

- que le paysan de Gaza est obligé d'acheter des plants « fabriqués » par des pépiniéristes israéliens.
- qu'aucune garantie de prix ne peut être obtenue
- que l'immense pauvreté de la majorité de la population de Gaza ne peut permettre l'obtention d'un prix rémunérateur pour les producteurs de ces fraises
- qu'Israël systématise ses livraisons de surplus agricoles (prétexte faussement humanitaire...) sur Gaza ce qui a un effet dépressif évident (et recherché) sur le revenu des paysans palestiniens sans pour autant suffire à la population.
- que les paysans palestiniens sont capables (évidement) de travailler à la production de denrées alimentaires dont le peuple de Gaza a besoin. Et qu'il faut les aider par nos actions de boycott à retrouver cette vocation et participer en brisant le blocus à l'élévation du niveau de vie des habitants de Gaza.

Il nous faut en permanence rappeler (...) que c'est en cassant les mécanismes économiques mis en place par l'occupant (les occupants) que pourront s'ouvrir pour les peuples victimes d'apartheid, de colonisation, de spoliation des perspectives nouvelles, porteuses d'espoir pour les populations locales et exemples dont pourront s'inspirer, ici ou là, les hommes et femmes militant pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la reconnaissance en droit international du principe de souveraineté alimentaire.

(...) Pour toutes ces raisons nous réaffirmons notre solidarité avec les paysans et la société palestinienne et appelons sans réserve au boycott des fraises exportées par Agrexco, fussent-elles de Gaza.

Nicolas Duntze Paysan, Confédération paysanne, membre de Via Campesina duntzenico.la@orange.fr

Texte intégral sur http://www.confederationpaysanne.fr/faire_du_beurre_avec_des_fraises_27.php&actualite_id=1756

Ameer Makhoul vient d'être condamné à 9 ans de prison !

Sentence inique parce que fondée sur le "plea bargain" israélien négocié après qu'Ameer a subi des traitements inhumains : on plaide coupable, mais sans accès aux preuves que le Procureur prétend avoir, comme pour l'étudiant franco palestinien Salah Hamouri.

Que signifie cette condamnation à 9 ans ? Un signe adressé aux activistes palestiniens vivant en Israël: aucune critique de la politique d'apartheid ne sera plus tolérée. Les libertés publiques et privées seront réduites pour toute personne critiquant l'Etat d'Israël. La liberté de circulation sera supprimée à tout citoyen d'Israël qui ne prouvera pas, par ses dires, son allégeance à un Etat qui discrimine, nie, bafoue, rejette, vole, dépossède les citoyens palestiniens - qu'ils soient des territoires occupés ou qu'ils vivent en Israël- mais aussi qui nie tout droit aux nombreux migrants qui viennent chercher du travail en Israël.

Il est demandé aussi bien aux Palestiniens des territoires illégalement occupés qu'aux Palestiniens d'Israël de renoncer à leurs droits fondamentaux, de renoncer à leur droit inaliénable à l'autodétermination, et cela avec le silence complice de la communauté internationale. L'impunité de l'Etat d'Israël -qui ne cesse de commettre des crimes de guerre- est devenue la nouvelle règle édictée par cette même communauté. Ameer Makhoul, les quelque 7 000 prisonniers politiques palestiniens sont les victimes de cette politique délétère qui met l'ensemble du monde en péril.

L'UJFP dénonce ce verdict et cette idéologie mortifère qui permet de telles violations et assure Ameer Makhoul de sa solidarité et de son soutien; il ne saurait y avoir de paix juste et durable sans un règlement de la question de l'ensemble des prisonniers politiques palestiniens.

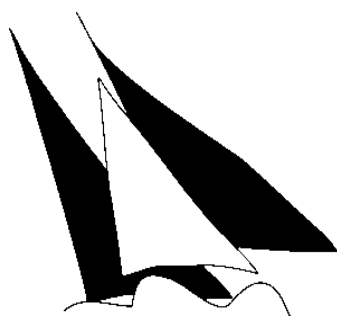
L'UJFP engage toutes les personnes oeuvrant pour le respect des droits humains à tout faire pour que cet Etat soit sanctionné pour les crimes qu'il commet et que la responsabilité des Etats qui sont complices soit interrogée.

Pour la libération, sans condition, de l'ensemble des prisonniers politiques palestiniens, pour la libération d'Ameer Makhoul.

Le BN de l'UJFP, le 31 janvier 2011



Rappel...Rappel... Rappel...Rappel...Rappel... Rappel...



UNBATEAUPOURGAZA.FR

31 mai 2010 : la flottille de la liberté est attaquée dans les eaux internationales. 9 morts et des dizaines de blessés. A l'initiative du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens et de la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine, plus d'une soixantaine d'organisations ont décidé de se mobiliser pour :

- **Dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza ;**
- **Promouvoir et faire respecter le droit international**
- **Répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Palestiniens de Gaza.**

La flottille de la liberté II appareillera en mai prochain, plus nombreuse et plus déterminée. Un bateau français y participera. Que chacun rejoigne les coordinations locales pour assurer le succès financier et médiatique de cette opération nécessaire.

www.unbateaupourgaza.fr

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 68 12 78 21
e-mail: contact@ujfp.org

Directeur de publication: A. Rosevègue

imprimerie spéciale

Prix libre